

Les TIC au service de la petite agriculture familiale : nouvelle version du recueil de la Banque mondiale

18 octobre 2017

La Banque mondiale vient de publier une mise à jour de son recueil (*sourcebook*) sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les petites exploitations agricoles (*smallholders*). Le document est découpé en quinze chapitres et met en valeur de nombreux projets et pratiques innovantes à travers le monde.

Dans un premier temps, sont abordées des questions transversales telles que l'état des infrastructures dans les pays en développement, notamment en milieu rural, et le rôle des femmes. La seconde partie s'intéresse aux leviers d'amélioration de la productivité au niveau de l'exploitation (outils d'aide à la décision, R&D et conseil, assurances et services financiers). Sont ensuite discutés les enjeux pour les organisations de producteurs (partage des informations techniques et de marché, mise en place de comptabilités plus fiables) et pour la mise en marché (gestion des risques, traçabilité). Enfin, le recueil examine les questions de gouvernance (e-gouvernement et participation, politiques foncières, gestion forestière).

L'édition précédente datait de 2011 et les importantes avancées survenues depuis ont popularisé l'idée que les politiques de développement peuvent tirer parti des progrès en matière de téléphonie mobile, d'observation satellitaire et d'agriculture de précision. Parmi les quatre nouveaux chapitres, on retiendra celui consacré aux données agricoles, qui met en avant une nouvelle problématique transversale autour de l'accès à l'information et de la régulation du *big data*. Dans le cas des données climatiques par exemple, « les mêmes jeux de données peuvent être utilisés par une large palette d'acteurs, de façons très différentes », des producteurs au moment des semis aux pouvoirs publics pour les préconisations de traitements, en passant par les assureurs privés. Le scepticisme face à l'idée d'utiliser ces technologies de pointe au profit des pays les moins avancés et des producteurs les plus pauvres n'est donc plus de mise, et les auteurs peuvent « plaider fortement pour des investissements publics dans le *big data* comme bien public ».

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source : [Banque mondiale](#)